



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement de la mesure de soutien en faveur de l'Union des Comores pour 2022

Document d'action intitulé « Facilité de coopération »

MESURE ANNUELLE

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier et le programme d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	« Facilité de coopération » Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/043-319 Référence OPSYS : ACT-60621 Financée au titre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	<input type="checkbox"/> Non applicable <input checked="" type="checkbox"/> En soutien à une initiative Team Europe (inter alia)
3. Zone bénéficiaire de l'action	Union des Comores L'action sera menée sur l'ensemble du territoire des Comores
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour les Comores (2021-2027)
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	La Facilité de coopération contribue à l'atteinte de l'ensemble des résultats du Programme indicatif pluriannuel 2021-2017

6. Domaine (s) prioritaire (s), secteurs	Non applicable			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs) Autres ODD importants : ODD 16 (paix justice et institutions efficaces) et ODD 5 (égalité des sexe et autonomiser les femmes et les filles)			
8 a) Code(s) CAD	15110 – Politique / planification économique et du développement			
b) Principal canal de distribution	À définir			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Numérisation Tags: Connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d'emplois Compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: Transports Contacts interpersonnels Energie Connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020122-C1-INTPA Coût total estimé: 2 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 2 000 000 EUR			
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions - Subventions de jumelage - Passations de marchés			
14. Type de mesures	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2 Résumé de l'Action

RESUME

Cette fiche d'action définit les axes d'intervention et les modalités de mise en œuvre de la facilité de coopération du NDICI-GE en Union des Comores, pour la période 2022-2024.

L'objectif général de la facilité de coopération est de contribuer à améliorer l'efficacité de la coopération UE et de l'approche « Team Europe » à travers une bonne exécution du Programme indicatif pluriannuel (PIP), de l'initiative « Team Europe », du *Country Level Implementation Plan* (CLIP) du plan d'action genre (GAP III)¹ et des autres outils financiers de l'UE. La facilité contribuera aussi à une réponse commune de l'UE et des États membres dans le pays, ainsi qu'à améliorer la bonne gouvernance.

L'efficacité de la coopération de l'UE et de l'initiative « Team Europe » aux Comores nécessite de renforcer les institutions nationales, apporter un appui technique à la définition et mise en œuvre des projets, et appuyer les dialogues stratégiques et de politique. Dans ce cadre, il est essentiel de soutenir les efforts du « Team Europe » et de renforcer la communication stratégique sur les priorités de l'UE dans le pays, y inclus l'égalité entre les hommes et les femmes.

La facilité de coopération s'inscrit aussi dans le contexte de la suppression de l'ordonnateur national (ON), telle que prévue dans les dispositions de l'IVDCI - Europe dans le monde, et des nouvelles relations à développer entre l'UE et les Comores sur la base d'un dialogue stratégique renforcé.

La période de mise en œuvre de la facilité est enfin marquée par l'approfondissement de l'accord de partenariat économique (APE), ainsi que la recherche de nouvelles modalités de financement de projets d'investissement en soutien à la croissance, incluant notamment les mixages prêts dons.

La facilité de coopération a une durée opérationnelle de 36 mois, avec 24 mois de clôture.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Les Comores sont un petit état insulaire fragile qui présente de forts particularismes régionaux. Depuis son indépendance en 1975, le pays a connu une longue instabilité politique avec de nombreux coups d'États, dont les conséquences ont affecté la cohésion sociale, la consolidation des institutions et la situation économique et sociale.

L'économie du pays est très fragile et peu diversifiée (seulement 3 produits principaux d'exportation). Le pays est fortement dépendant des importations, pour sa sécurité alimentaire notamment. L'agriculture représente plus de 30 % du Produit intérieur brut (PIB), et emploie environ 70 % de la population. Les dynamiques démographiques sont fortes : le pays compte une jeunesse nombreuse, mais insuffisamment formée face aux enjeux économiques de demain. La mobilisation des ressources internes est très insuffisante (le taux de pression fiscale atteint à peine à 6 % du PIB en 2020) et permet difficilement de financer les politiques publiques.

¹ [join-2020-17-final_en.pdf \(europa.eu\)](#)

La diaspora, très nombreuse et principalement implantée en France, joue un rôle fondamental dans l'économie du pays : elle fournit des transferts à hauteur de plus de 20 % du PIB. Ces transferts sont surtout sociaux et familiaux. Les canaliser davantage vers des investissements productifs reste un défi.

Le taux de pauvreté est élevé. Sur la base des données de 2020, 45 % des comoriens sont pauvres, et 12 % n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins nutritionnels minimaux. L'économie, essentiellement agricole et peu diversifiée, reste très exposée aux chocs extérieurs d'origine climatique², et reste fortement dépendante des cours mondiaux des matières premières. La préservation de la biodiversité est essentielle pour permettre la durabilité des systèmes agricoles.

La valeur de l'indice de développement humain (IDH) des Comores pour 2019 s'établit à 0,554 – ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain moyen » et au 156^e rang parmi 189 pays et territoires. Cette IDH est de 0,519 pour les femmes, contre 0,583 pour les hommes, ce qui donne un indice de développement de genre (IDG) de 0,891 et place le pays dans le groupe 5 (groupe des pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est insuffisant -écart absolu de la parité des sexes supérieur à 10%).³

La situation politique interne du pays reste fragile. Il existe de fortes tensions insulaires et locales. La presse et l'opposition peinent à s'exprimer de façon libre et sont fréquemment victimes de pressions. La transparence et la redevabilité en matière de politiques publiques restent faibles. En revanche, sur le plan international, les Comores montrent une grande volonté d'insertion. Le pays poursuit ses démarches pour intégrer l'Organisation mondiale du commerce, et occupe un poste stratégique au niveau de l'Union africaine⁴ lui permettant de jouer un rôle de médiateur au niveau du continent.

Le pays met en œuvre son « Plan Comores Emergent » (PCE 2020-2030), politique nationale qui a pour objectif de transformer structurellement l'économie. Ce plan se veut porteur d'une dynamique nouvelle, affichant de la part des autorités une volonté de changement. Il vise à transformer structurellement et diversifier l'économie, à travers le développement de l'économie bleue, l'agriculture et le tourisme. La vision du gouvernement est de faire de l'Union de Comores « un pays émergent d'ici 2030, respectueux des droits humains, promouvant l'État de droit ». Cette stratégie repose sur plusieurs catalyseurs nécessaires à l'atteinte des objectifs : cadre politique stable, réformes structurelles et développement du capital humain. Le PCE intègre notamment la politique nationale de l'équité et de l'égalité de genre (PNEEG) actualisée en 2017, dont l'objectif est de favoriser la prise en compte des questions relatives au genre, en tant que facteur indispensable pour le développement harmonieux de l'économie, de la société et de l'équilibre familial.

Le PCE est en ligne avec les engagements internationaux des Comores : la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), les accords de Paris sur le changement climatique, les 4 P du consensus européen pour le développement, ainsi que les nouvelles priorités géopolitiques de la Commission européenne⁵. En décembre 2019 lors de la Conférence de Paris, le PCE a été présenté à la communauté internationale qui s'est engagée à soutenir le programme.

Dans sa formulation, le PCE pose les principes d'un État de droit et le renforcement d'une société juste, démocratique et solidaire, en ligne avec les valeurs de l'UE. Si les ambitions du PCE sont cohérentes et répondent aux besoins du pays, la faible adéquation des priorités avec les ressources

² Les Comores sont classées 151^e pays sur 182 à l'index d'adaptation comprenant vulnérabilité au climat et capacité de réponse, ND-GAIN.

³ http://www.hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/COM.pdf

⁴ Les Comores assurent en 2021 la vice-présidence du Bureau des Chefs d'État de l'UA.

⁵ Pacte vert, croissance et emplois, gouvernance, transformation digitale et migration.

financières (notamment internes) et humaines du pays, fragilisent sa crédibilité. Le manque de politiques sectorielles est une autre faiblesse de ce plan, dans la déclinaison des priorités au niveau de chaque secteur.

De façon spécifique, l'action de l'UE accompagne les efforts du gouvernement en matière de transformation socio-économique structurelle pour une croissance plus forte, durable et inclusive, favorisant l'emploi décent et la sécurité alimentaire de la population. Le développement du commerce, moteur de la croissance est une autre priorité. Pour atteindre ces objectifs, les priorités de l'UE se concentrent sur la gestion durable des ressources naturelles et la biodiversité, les systèmes alimentaires, la structuration et le renforcement des capacités du secteur privé, la formation professionnelle et la gouvernance inclusive. Le PIP permettra de favoriser la préservation du patrimoine naturel et la biodiversité et la fourniture des services écosystémiques (régulation des cycles hydrologiques, matière organique des sols, adaptation au changement climatique) essentiels à la productivité agricole. Les actions favoriseront également la préservation et la mise en valeur des principaux systèmes agroforestiers à travers l'application de bonnes pratiques. Le PIP accompagnera également les efforts du gouvernement pour accélérer la transformation structurelle de l'économie, visant au développement d'un secteur privé compétitif, d'opportunités d'investissements productifs et du commerce afin de favoriser l'emploi décent et la croissance inclusive. Le PIM accompagnera aussi les efforts du gouvernement principalement en matière de renforcement de la gouvernance locale et de bonne gestion des finances publiques.

L'initiative « Team Europe » Pacte vert et bleu pour une croissance inclusive⁶, élaborée avec la France et la Banque européenne d'investissements (BEI) et dans laquelle Interreg joue un rôle majeur, a pour ambition de promouvoir la prise en compte de politiques intégrant pleinement la dimension environnementale, au plan local.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Répondre à la faiblesse institutionnelle du pays est un élément essentiel pour réduire les risques qui pourraient influencer sur la bonne mise en œuvre de la coopération de l'UE. La faiblesse des interlocuteurs nationaux pourrait jouer négativement sur l'appropriation et l'efficacité de l'aide, ainsi que les efforts de coordination et d'harmonisation.

L'objectif général de la facilité de coopération est de contribuer à améliorer les conditions essentielles à la bonne mise en œuvre des programmes de coopération de l'UE et à l'opérationnalisation de l'initiative « Team Europe » en appui au Plan Comores Emergent (PCE), et à une plus grande maîtrise des questions de développement par les différents acteurs. Elle permettra aussi de faciliter une meilleure prise en compte des questions de genre dans le pays, favorisant une plus grande égalité hommes-femmes.

La période 2021-2024 est aussi une période charnière qui prévoit la suppression de l'ON⁶. De nouveaux mécanismes de coordination avec le gouvernement devront être définis pour faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, en lien avec les principes d'efficacité de l'aide⁷ - alignement, le plan d'action genre (GAP) III (2021-2025), et l'appropriation nationale notamment. Plus largement, cette période coïncide aux Comores avec l'ambition du gouvernement, de la société civile

⁶ Le NDICI étant financé sur le budget de la Commission : les fonds ne seront pas gérés conjointement par l'UE et les pays ACP comme cela était le cas avec le FED

⁷ La facilité de coopération s'inscrit pleinement dans les engagements internationaux permettant d'améliorer l'efficacité de l'aide (Déclaration de Paris puis de Busan).

et des partenaires de renforcer le dialogue sur les politiques publiques pour davantage d'impact de la coopération au développement au bénéfice des populations. Au cours de la période, l'UE mobilisera enfin de nouveaux instruments aux Comores tels que le mixage (blending) et les garanties, ce qui nécessitera un appui technique accru pour renforcer les capacités et définir les actions.

La facilité permettra enfin de renforcer aussi des éléments essentiels de réussite :

- L'approche et l'initiative « Team Europe » pour une réponse commune et sensible au genre de l'UE et des États Membres dans le pays.
- Une stratégie de communication selon les principes de la diplomatie publique européenne.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Secrétaire général du gouvernement qui pilote l'action gouvernementale
- Commissariat général au plan (CGP) qui coordonne la mise en œuvre des politiques publiques, notamment le PCE
- Système statistique national qui produit les indicateurs pour le suivi du PCE
- Agence comorienne de la coopération internationale, acteur clé dans la mise en œuvre
- Les ministères techniques, en particulier économie, finances, agriculture, éducation et emploi bénéficiaires de l'aide UE, et plus largement tous les autres ministères
- La société civile (y compris les élites, et les associations de jeunes et de femmes)
- Le secteur privé
- Les autorités locales

La France est un autre acteur clé de la facilité, à travers la mise en œuvre de l'initiative « Team Europe ».

Le bénéficiaire final du projet sont les femmes et les hommes comoriens, à travers l'impact des programmes UE et de l'initiative « Team Europe » mis en œuvre dans le pays.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de la facilité de coopération est de contribuer à la bonne gouvernance dans le pays.

De façon spécifique, la facilité de coopération permettra de renforcer l'efficacité de la coopération de l'UE, en lien avec les priorités du Plan Comores Emergent (PCE). Elle repose sur les principes de la Déclaration de Paris en matière d'efficacité de l'aide, en particulier alignement et appropriation.

Les objectifs spécifiques (résultats) de la facilité de coopération se déclinent de la façon suivante :

OS.1 Renforcement des capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, à approfondir l'APE et à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide et de la prise en compte de perspective genre.

OS.2 Renforcement de l'approche « Team Europe » et opérationnalisation de l'initiative « Team Europe », pour un plus grand impact de l'action UE aux Comores

OS.3 Communication ciblée auprès des différents publics sur les objectifs visés par l'UE en lien avec ceux du pays, afin de renforcer le rôle de l'UE aux Comores et consolider notre partenariat

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants ***Objectif spécifique 1***

- 1.1. Définir et appuyer les nouveaux mécanismes d'un dialogue stratégique et de coordination de l'aide UE, suite à la suppression de l'ON et de ses services.
- 1.2. Renforcer les capacités des bénéficiaires – institutions publiques et société civile pour augmenter l'impact des programmes en cours ou en préparation.
- 1.3. Accompagner la mise en œuvre de l'APE.
- 1.4. Délimiter les interventions de l'UE et approfondir les connaissances sectorielles, notamment sur les aspects genre.
- 1.5. Apporter un appui technique lors des différentes étapes du cycle de gestion des projets - identification, formulation, définition des indicateurs (désagregés par sexe quand cela est possible), procédures financières et passation de marché, évaluation, monitoring et audit.
- 1.6. Contribuer à la promotion des organisations professionnelles, de la société civile (inclus des organisations sur les droits des femmes) et du secteur privé dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.
- 1.7. Contribuer à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide, et au dialogue avec les autorités et la société civile (inclus les organisations sur les droits des femmes) sur la mise en œuvre des politiques publiques.

Objectif spécifique 2

- 2.1. Opérationnaliser l'initiative « Team Europe ».
- 2.2. Développer des méthodes de travail et le partage d'information avec les États Membres.

Objectif spécifique 3

- 3.1. Appuyer la communication stratégique, la diplomatie publique et la lutte contre la désinformation et les actions de visibilité de l'UE, ainsi que l'organisation d'un dialogue sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

3.2 Activités indicatives

Les principales activités prévues au titre de la Facilité de coopération sont :

Objectif spécifique 1

- Soutenir le développement des capacités et le renforcement des institutions (titulaires d'obligations), notamment au moyen d'une assistance technique et d'un échange d'expertise publique, tels que TAIEX et le jumelage⁸.
- Mener des études, analyses et autres travaux techniques.
- Permettre la tenue de conférences, formations, missions, voyages d'études, allouer des bourses, développer des plateformes d'échange, etc.

Objectif spécifique 2

- Organiser des missions d'assistance technique, analyses, missions, formations, séminaires, voyages d'études, pour opérationnaliser l'initiative « Team Europe ».
- Mener des actions et organiser des événements conjoints UE-États membres, liés à l'initiative « Team Europe ».

Objectif spécifique 3

- Élaboration d'un plan et de calendrier d'actions de communication de l'UE et de ses États membres, et lancement d'une campagne grand public afin de renforcer la connaissance de l'UE auprès de nouveaux publics, y compris sur la « Team Europe ».
- Organiser un dialogue sur l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Fournir des informations pertinentes et factuelles aux différents publics cibles y compris la presse.

3.3 Intégration des questions transversales

La facilité de coopération appuie la mise en œuvre du PIP et l'opérationnalisation de l'initiative « Team Europe », qui prend en compte l'ensemble des questions transversales, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes, la résilience, la sensibilité aux conflits, l'environnement, le changement climatique, les droits de l'homme.

Protection de l'environnement et changement climatique

Les impacts du changement climatique et la protection de l'environnement restent centrales dans le PIP 2021-2027 que cette action va appuyer, et les enjeux relatifs seront spécifiquement et systématiquement traités au sein de chaque activité.

La facilité de coopération présente des opportunités potentielles liées à l'environnement et au climat car elle vise à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE (dont le climat et l'environnement sont des thèmes centraux) et l'opérationnalisation de l'initiative Team Europe « Pacte vert et bleu pour une croissance inclusive ». Il est prévu que la facilité facilite aussi des dialogues de politique (sectorielle et générale) entre les Comores et l'UE et les EM liés à l'intégration de l'environnement et du changement climatique.

La facilité pourrait financer des études d'impact environnemental, en fonction des besoins de la mise en œuvre de la coopération de l'UE aux Comores.

⁸ Les dispositions relatives à TAIEX et au jumelage peuvent être utilisées dans tous les pays couverts par l'IVCDI - Europe dans le monde, mais pas nécessairement au moyen des facilités de coopération.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que toutes les actions menées dans le cadre de cette Facilité prendront en compte la question du genre en spécial le « Team Europe » par la réalisation des analyse genre sectorielles nécessaires, l'appui à la collecte des données désagrégés minimum par sexe, le renforcement des capacités par rapport à la prise en compte de genre et par l'organisation d'un dialogue sur l'égalité entre les sexes.

Droits de l'Homme

Conformément au GAP III, la facilité technique de coopération va faciliter l'application de l'approche basée sur les droits humains dans l'initiative « Team Europe » et le respect de 5 principes opérationnelles : le respect de tous les droits humains, la participation, la non-discrimination, la transparence, et la redevabilité.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que toutes les actions menées dans le cadre de cette Facilité prendront en compte la question du handicap (par exemple : l'accessibilité aux réunions et événements et sensibilité dans les programmes en général). A savoir, l'Union de Comores a adopté la loi relative à la promotion et à la protection des droits de personnes handicapées.

Démocratie

En appui au PIP.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

En appui au PIP.

Réduction des risques de catastrophes

En appui au PIP.

Autres considérations, le cas échéant

En appui au PIP.

3.4 Risques et enseignements tirés

La mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement (FED) a connu des défis importants aux Comores. Ces défis avaient pour origine un manque de vision claire des autorités sur les objectifs de développement à moyen terme et les réformes clés à mener au niveau des secteurs concernés (justice et transport), qui n'ont pas permis à l'UE d'intervenir. Ces difficultés ont été résolues en recentrant de façon plus pragmatique la coopération sur certains secteurs d'intervention, qui posent moins de questions et dans lequel l'UE est en mesure de travailler dans le pays.

Ce constat met en lumière le lien essentiel à renforcer entre la coopération UE et les politiques publiques. En ce sens, le renforcement des capacités nationales est une question fondamentale. Les évaluations passées ont souligné la nécessité de renforcer le dialogue à tous les niveaux, impliquant largement les différents acteurs, pour anticiper et répondre à tous les défis de mise en œuvre de la coopération UE. Des outils doivent être développés pour améliorer les capacités de suivi des résultats des politiques et la planification, en lien avec les réformes essentielles, le budget national et les investissements prioritaires.

La bonne mise en œuvre de la coopération UE et de l'initiative « Team Europe » reposera aussi sur des études techniques approfondies, adaptées au contexte du pays en particulier au regard de la spécificité insulaire et locale. L'IVDCI - Europe dans le monde prévoit aussi l'utilisation d'outils novateurs aux Comores tels que les garanties et le mixage (blending), qui nécessitent des analyses ciblées spécifiques.

Renforcer l'approche « Team Europe » et plus largement les synergies avec les autres partenaires au développement, principalement la Banque mondiale et les Nations unies, est une autre priorité pour faciliter la mise en œuvre de la coopération à travers un dialogue conjoint renforcé.

La communication de l'UE aux Comores a longtemps été défaillante, mais des efforts récents et la nomination d'un point focal au Bureau UE aux Comores et l'allocation de budgets spécifiques, permettent d'inverser progressivement la tendance. Continuer à renforcer notre communication est une priorité pour mieux transmettre les messages clés de l'UE, favorisant l'atteinte des objectifs communs, à travers la compréhension mutuelle et le plein engagement des acteurs.

Les principaux risques pour la mise en œuvre de la coopération UE aux Comores sont :

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	Faiblesse des capacités nationales et lenteur et versatilité dans la prise de décision.	H	H	Dialogue direct et renforcé auprès du Secrétaire général du gouvernement qui concentre la prise de décision aux Comores. Renforcement ciblé des capacités.
1	Qualité du dialogue avec les autorités sur la mise en œuvre de	H	H	Renforcement du dialogue à tous les niveaux : politique, décisionnel et technique. Coordination renforcée avec

	la coopération UE (identification, formulation et mise en œuvre) et plus largement sur le Plan Comores Emergent (PCE).			la France (EM), les autres partenaires au développement, le secteur privé et la société civile.
1	Transition avec un nouveau mécanisme de suivi de la coopération UE, suite à la suppression de l'ON.	H	H	Planification à court, moyen et long terme. Mise en place d'une stratégie progressive de désengagement. Renforcement des capacités.
Enseignements tirés: Importance du dialogue et du suivi. Besoin de renforcer la coordination avec les autorités pour faciliter la prise de décision.				

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE-Union des Comores. Cela permettra à l'UE de réduire les risques qui pourraient menacer la bonne mise en œuvre de la coopération dans le pays.

Parmi les principaux écueils figure la faiblesse des capacités nationales et des capacités d'absorption. Le renforcement des institutions en matière de pilotage et de coordination est essentiel à l'atteinte des objectifs UE. La facilité de coopération permettra aussi d'approfondir les connaissances techniques nécessaires à la formulation des projets (inclus les aspects genre).

La facilité permettra aussi de développer des outils techniques nécessaires à l'opérationnalisation de l'initiative « Team Europe » et à la consolidation du dialogue UE avec le gouvernement et les autres acteurs.

Enfin, à travers cette facilité, l'UE développera un programme global de communication selon les principes de la diplomatie publique, en vue de soutenir les messages UE prioritaires (entre autres l'égalité des sexes) et renforcer l'adhésion des autorités et des populations aux programmes.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et conventions correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁹.

4.4.1 *Gestion directe (subventions)*

a) Objet des subventions

Les subventions contribuent au renforcement des capacités nationales, afin de faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, approfondir l'APE et renforcer les mécanismes de coordination de l'aide (OS1).

Résultats escomptés : ces subventions contribueront aux 3 résultats suivants :

- (1.1) Définir et appuyer les nouveaux mécanismes d'un dialogue stratégique et de coordination de l'aide UE, suite à la suppression de l'ON et de ses services ;
- (1.2) Renforcer les capacités des bénéficiaires pour augmenter l'impact (inclus sensible au genre) des programmes en cours ou en préparation ;
- (1.7) Contribuer à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide, et au dialogue avec les autorités et la société civile (inclus les organisations sur les droits des femmes) sur la mise en œuvre des politiques publiques.

Ces subventions faciliteront le pilotage et la coordination des interventions de la coopération UE au Comores et à la mise en œuvre et le suivi-évaluation du programme indicatif pluriannuel 2021-2027 ainsi que le CLIP.

⁹ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs de financement concerneront une ou plusieurs entités du gouvernement de l'Union des Comores.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions à une ou plusieurs entités du gouvernement de l'Union des Comores sélectionnées sur la base des critères suivants : (1) mandat pour gérer/coordonner la coopération internationale ; et (2) mandat pour mobiliser les ressources pour le financement des politiques publiques.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié par le fait qu'il s'agit d'une ou plusieurs subventions pour des activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de son pouvoir administratif (mandat spécifique) en matière de pilotage et de coordination des interventions de la coopération UE au Comores et pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation du programme indicatif pluriannuel 2021-2027, conformément à l'article 195.f du règlement financier (*« pour des activités ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif, à condition que les activités concernées ne relèvent pas d'un appel à propositions »*). Ces activités, qui contribueront aux résultats 1.1, 1.2 and 1.7, nécessitent comme bénéficiaires des entités du gouvernement qui ont pour mandat pour gérer/coordonner la coopération internationale en appui aux politiques publiques et de coordonner la mobilisation des ressources pour leur financement.

4.4.2 Gestion directe (subventions de jumelage)**a) Objet des subventions**

Ces subventions contribuent au renforcement des capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE et accroître l'impact des programmes, à approfondir l'APE et à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide (OS1).

Résultats escomptés : ces subventions contribueront aux 3 résultats suivants :

- (1.1) Définir et appuyer les nouveaux mécanismes d'un dialogue stratégique et de coordination de l'aide UE, suite à la suppression de l'ON et de ses services ;
- (1.2) Renforcer les capacités des bénéficiaires pour augmenter l'impact (inclus sensible au genre) des programmes en cours ou en préparation ;
- (1.7) Contribuer à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide, et au dialogue avec les autorités et la société civile (inclus les organisations de femmes) sur la mise en œuvre des politiques publiques.

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs de financement seront des administrations des États membres de l'UE ou des organismes mandatés par celles-ci.

4.4.3 *Gestion directe (passation de marchés)*

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique séminaires, formations (Objectifs spécifiques 1, 2, 3)	Services, fournitures (plusieurs contrats)	Tout au long de la période de mise en œuvre
Communication stratégique et Diplomatie publique (Objectif spécifique 3)	Services, fournitures (plusieurs contrats)	Tout au long de la période de mise en œuvre

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)
OS.1 Renforcement des capacités nationales, visant à faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, à approfondir l'APE et à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide- composé de	1 230 000
<i>Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1 et 4.4.2</i>	<i>550 000</i>
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3</i>	<i>680 000</i>
OS.2 Renforcement de l'approche « Team Europe » et opérationnalisation de l'initiative « Team Europe », pour un plus grand impact de l'action UE aux Comores	400 000
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3</i>	<i>400 000</i>
OS.3 Communication ciblée auprès des différents publics sur les objectifs visés par l'UE en lien avec ceux du pays - composé de	300 000
<i>Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3</i>	<i>300 000</i>
Evaluation – cf. section 5.2	20 000
Audit – cf. section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	50 000
Totaux <i>Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1 et 4.4.2: 550 000 EUR</i> <i>Passation de marchés (gestion directe) — enveloppe totale de la section 4.4.3 : 1 380 000 EUR</i>	2 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La Délégation de l'UE est l'autorité contractante pour la mise en œuvre de cette action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits.

Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe quand cela est possible, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une/des évaluation(s) finale(s) sera(ont) effectué(es) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Quand cela est possible, toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Dans ces cas, une expertise sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus à travers un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée. Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à cette stratégie seront gérés depuis le siège.

Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans la facilité de coopération établie par ce document, permettant de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Cette stratégie de communication repose sur un plan de communication stratégique et de diplomatie publique à court-terme qui reflètera les objectifs de la Délégation dans ce domaine. Ce plan couvrira dans un premier temps la période allant jusqu'à l'évaluation de mi-parcours. Il sera approuvé par un mécanisme de coordination composé du Service européen pour l'action extérieure, de la Direction générale des partenariats internationaux, de la Direction générale de la politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement et du Service des instruments de politique étrangère, et sera examiné, modifié et étendu le cas échéant lors de l'évaluation de mi-parcours de l'IVCDCI - Europe dans le monde.

Le plan couvrira au minimum les éléments suivants :

1. Les publics visés
2. Pour chaque groupe ciblé, le principal objectif de communication, exprimé en termes de résultats mesurables
3. Le récit de base, formulé en termes non pas de ce que nous faisons dans le pays concerné, mais pourquoi nous le faisons
4. Suggestions d'ébauches de contenu (messages, slogans, hashtags), partenariats (influenceurs) et canaux
5. Informations administratives clés : calendrier, budget et responsable du programme chargé de la mise en œuvre

À travers cette Facilité de coopération, l'UE attribuera un contrat pour la communication à une agence spécialisée. Ce contrat sera attribué sur base d'un appel d'offre international.

Au total, la Facilité de coopération prévoit un montant de 300 000 EUR pour la communication stratégique et la diplomatie publique.